

## 1<sup>er</sup> octobre : les raisons de la colère (et de la grève)

Alors que la majorité des Français et Françaises es a œuvré à faire battre le Rassemblement national et ses idées d'extrême droite lors des dernières élections législatives...

Alors que les électeurs et électrices ont mis en tête une alliance politique qui prône la hausse généralisée des salaires, l'abrogation de la retraite à 64 ans, la défense et le renforcement des services publics et de la Sécu, la transformation de la société vers plus de justice sociale et écologique...

Alors que tout l'été, les médias et le « gouvernement démissionnaire » ont « pleuré » sur les manques de moyens de la santé et de l'éducation nationale, notamment...

**... E. Macron fait le choix d'un gouvernement de droite dure.**

Qu'attendre de M. Barnier, homme de la réaction qui prônait, dans sa conquête des LR, l'apprentissage dès 14 ans, la chasse aux migrant·es et aux sans-papiers, la remise en cause des droits des privé·es d'emploi et précaires, la retraite à 65 ans, l'attaque du salaire et de la Sécu *via* la baisse des cotisations sociales, la destruction de services publics et de postes de fonctionnaires, l'austérité renforcée ?

**Une réponse : rien de bon pour les travailleurs et travailleuses !**

Cela transparait immédiatement dans le choix des ministres qui vont des ultralibéraux·ales aux plus réactionnaires et dont les noms n'ont été connus qu'une fois l'adoubement du Rassemblement national acquis.

Dans les champs de la FERC, tout est à craindre dans la poursuite de politiques rétrogrades et de budgets en baisse (des centaines de millions d'euros sont déjà annoncés). Entre une ministre de l'éducation qui connaît plus les budgets militaires ou comment cornaquer les employé·es de maison (d'où certainement son appétence pour le SNU) ; un ministre délégué à l'enseignement professionnel et à la réussite scolaire ardent défenseur de l'enseignement privé dont la concurrence affaiblit l'École publique gratuite et laïque ; un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche adepte d'une université à deux vitesses (celle qui développe une recherche à un niveau mondial et celle qui doit insérer professionnellement les étudiant·es après 3 ans), de la LRU et de la pénalisation de l'occupation des facs ; un ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative qui trouve normal que le « *budget global du sport* [soit] *affiché en baisse de cadrage, mais on est au lendemain des Jeux olympiques qui se terminent. Il y a aussi une certaine logique à ça* », les salarié·es doivent se faire une raison.

**La lutte collective sera la seule manière :**

- **d'améliorer leurs conditions de travail,**
- **d'obtenir des augmentations significatives de salaires et l'égalité femme/homme pour vivre de leur travail,**
- **de reconquérir du temps personnel par la baisse du temps de travail et le retour de la retraite à 60 ans,**
- **de renforcer les services publics pour répondre aux besoins de la population avec des moyens humains et financiers,**
- **de développer l'emploi stable dans le monde associatif.**

Pour cela, la FERC CGT appelle l'ensemble des travailleurs et travailleuses à faire grève et à manifester partout en France le 1<sup>er</sup> octobre.

Montreuil le 26 septembre 2024

> **Le 1<sup>er</sup> octobre,**  
**on se mobilise !**



**EN GREVE**

la  
cgt  
FERC

Restez en contact avec la CGT !



- > abroger la réforme des retraites et toutes les réformes de tri et de sélection,
- > augmenter les salaires et les pensions,
- > créer des postes de l'école à l'université, dans la recherche
- > exiger des moyens humains et financiers pour nos services publics !